

Ecrit par le 2 février 2026

Le RN plébiscité dans la 3e circonscription avec Hervé de Lépinau



Avec 59,22%, Hervé de Lépinau (RN) est élu sans difficultés député de la 3e circonscription de Vaucluse. Il devance Adrien Morenas (Ensemble), député sortant, qui obtient 40,78% des suffrages. Le taux de participation est de 45,62%.

Jean-Claude Bouchet : « le Vaucluse doit

Ecrit par le 2 février 2026

chasser en meute »



Jean-Claude Bouchet ou ténor de la vie politique locale. Deux fois maire de Cavaillon, trois fois député de la 2e circonscription de Vaucluse, vice-président de la CCI de Vaucluse par le passé. Entretien à quelques mois des législatives.

L'Echo du mardi : Votre engagement ne souffre-t-il pas d'une lassitude naturelle à l'égard de la vie politique ?

Jean-Claude Bouchet : Il n'y a pas de lassitude à partir du moment où vous arrivez à faire avancer les choses. J'ai passé vingt ans dans la vie économique avec la Flèche cavaillonnaise (première coopérative d'entreprises de transport, ndlr), mais également en tant que président du syndicat de transporteur

Ecrit par le 2 février 2026

routier. J'ai plusieurs fois été au contact de ministres des Transports, de droite et de gauche. Je me suis plu, j'étais utile à la création de richesses sur le territoire. J'ai ensuite voulu passer de l'autre côté de la frontière pour me lancer en politique, toujours dans le but d'être utile. Le mandat de député/maire était très intéressant en ce sens. En tant que maire, vous êtes dans le concret, vous bâtissez pour l'avenir de votre territoire. En tant que député, vous vous servez de l'expérience de terrain pour apporter un regard pratique à une loi. Quelle erreur d'avoir céder au populisme en supprimant le cumul des mandats. Quand on regarde les députés LREM arrivés sans mandat local, on s'aperçoit qu'ils sont déconnectés de la réalité. Même si l'on se trouve dans l'opposition comme moi, faire des propositions est utile. Ce sont pour moi des semences que je laisse là-haut et qui pourront être reprises par un confrère ou une majorité.

Êtes-vous candidat pour un 4e mandat de député ?

J'ai obtenu l'investiture LR. Mais pour le moment, je n'ai pas pris de décision. J'ai à mon actif trois mandats de député, un dans la majorité et deux dans des oppositions complètement différentes. J'ai 64 ans. Comme à chaque fin de mandat, je me pose, je prends du recul et je réfléchis.

Le Vaucluse : 5e département le plus pauvre de France. Comment l'expliquez-vous ?

L'ouverture au marché commun, des produits avec une saisonnalité différente, la chute des prix, l'ouverture des magasins à succursales, autant de facteurs ayant appauvri le département. Cavaillon était autrefois une ville riche avec une quarantaine d'expéditeurs. Certains étaient des 'seigneurs', ils travaillaient durement et faisaient vivre toute la ville. Les producteurs gagnaient bien leur vie, il y avait beaucoup de flux. Tout s'est effondré dans les années 75, Cavaillon s'est retrouvée sans aucune diversification. C'est l'une des raisons qui m'a poussé à devenir maire, pour participer au redressement et donner des perspectives d'avenir. Parallèlement, il y a un manque de dynamisme de la ville d'Avignon qui est la capitale. Le Vaucluse est engoncé dans le Gard et les Bouches-du-Rhône. Il a manqué également de grands leaders politiques tel que des Gaudin par exemple. Il manquait ce charisme qui aurait pu entraîner le Vaucluse vers le haut. Une autre cause inéluctable : le dysfonctionnement pendant vingt ans du port autonome de Marseille, outil logistique numéro un dans notre région. Nous avons perdu des parts de marché au profit du port du Havre, et cela nous a détruit.

Un secteur d'activité porteur pour le département ?

Je sais une chose de par mon ancien métier : le Vaucluse est un carrefour logistique énorme. Quand vous sortez des produits, il faut que le coût logistique soit le plus minime possible. Nous sommes sur le chemin entre l'Europe du nord, et l'Italie, l'Espagne, le Maghreb. Tout transite par chez nous. Nous avons les infrastructures, l'aéroport, les gares, les TGV. Nous devons essayer d'attirer des entreprises de renommée internationale qui sont à 500, 1000 km en France et à l'étranger. En plus de l'emplacement, nous sommes une belle carte postale, entre le Luberon et le Ventoux. A 80 km nous avons Airbus, il ne s'agit pas de recréer la même société, mais nous pouvons attirer des entreprises connexes en matière de technologies et de composants. Il faut chasser en meute, cela fait vingt ans qu'on le dit. Il faut agir au côté des collectivités, de la préfecture, du Département, de la CCI, la Chambre des métiers et tous les acteurs économiques. Vous êtes plus puissant et vous ne vous tirez pas sur les pattes. Quel est l'intérêt

Ecrit par le 2 février 2026

de diviser les ressources et chasser individuellement ? Il manque un projet fédérateur pour gagner en efficacité et être plus percutant pour attirer les entreprises.

Une Bac de nuit effective début 2022 à Cavaillon et 40 CRS supplémentaires en attendant. La réponse de Gérald Darmanin suite aux fusillades à Dr Ayme est-elle suffisante ?

Je dirais oui, mais quel regret d'en être arrivé là. Quand j'ai été élu maire la première fois, Cavaillon pleurait sur son passé avec un taux de chômage de 14%. Il fallait lui redonner un avenir, redonner confiance aux gens, sortir de cette sinistrose. L'immense sentiment d'insécurité nous a conduit à doubler le nombre de policiers municipaux, dont ¾ étaient des anciens légionnaires. J'ai créé une brigade canine cynophile, multiplié par sept le nombre de caméras vidéo surveillance. En quatre ans, nous avons diminué la délinquance de 50%, chiffre officiel de l'Etat. Ceci grâce à un excellent partenariat avec les polices municipale et nationale. Le problème, c'est qu'en ayant de très bons résultats, l'Etat dans sa pénurie de moyens, envoyait ses renforts à Avignon plutôt qu'à Cavaillon. Sauf qu'en matière de drogue, la nature a horreur du vide et les trafics ont repris. L'Etat a pris conscience du désengagement des moyens et remet aujourd'hui des effectifs. Je dirais que c'est un bon moyen de temporiser cette lutte mais il a fallu insister. Au départ, les CRS étaient censés venir huit jours en cas de problème. Enfin, il faudra surveiller. La brigade ne sera pas opérationnelle en un claquement de doigts, il faudra du temps pour connaître le territoire.

Que vous inspire la CCI de Vaucluse, qui a réussi l'exploit d'être la seule Chambre consulaire de France à être suspendue pour des motifs de gouvernance et non pour des raisons budgétaires ?

L'intérêt particulier l'a emporté sur l'intérêt général. C'est une situation déplorable, irréversible en raison de la querelle de personnes. Personne n'a su éléver le débat pour que la CCI conserve son rôle d'accompagnement des entreprises du territoire. Tout ça s'est déroulé dans un contexte déjà difficile, avec notamment l'Etat qui a enlevé toutes les dotations pour les verser aux CCI régionales. Une perte de pouvoir ajoutée au problème de gouvernance, la situation était compliquée. Aujourd'hui, je souhaite simplement que les personnes qui composent la nouvelle présidence aient un sens important de l'intérêt général et de l'entreprise.

Si vous deviez retenir deux projets au service de vos administrés ?

Tout d'abord, la mise en place du deuxième pont sur la Durance, qui relie Cavaillon aux Bouches-du-Rhône. Ce qui peut pénaliser une ville, c'est son manque de fluidité en raison des embouteillages. Nous avons tendance à l'oublier, si vous regardez aujourd'hui par rapport à dix ans en arrière, il n'y a plus de ralentissement important à l'entrée de Cavaillon. Deuxième point, les travaux que nous avons engagés à partir de 2009 autour de la rivière du Coulon - Calavon, pour faire face aux inondations. J'ai été élu en mars 2008, en décembre 2008, une inondation a eu lieu avec un débordement d'un mètre. J'étais tout le temps sur le terrain. Certains refusaient même de me serrer la main alors que j'étais élu depuis huit mois seulement. Il y avait tellement de procédures administratives que les choses n'avaient pas réellement avancé. J'ai donc pris le dossier à bras-le-corps. Nous sommes partis au combat avec l'administration,

Ecrit par le 2 février 2026

avec l'Etat et la préfecture. Nous sommes arrivés à remettre en route un processus pour faire des travaux et sécuriser les villes. En 2012, de nouvelles intempéries identiques à celles de 2008. Pas une goutte d'eau n'a été déversée à ce moment-là. Pari gagné.

Éric Ciotti qui soutient Eric Zemmour en cas de face-à-face avec Emmanuel Macron. La droite républicaine n'est-elle pas sujette à malaise ?

Je ne suis pas dans le commentaire des propos à résonnance médiatique. Attachons-nous au fond, non au débat de personne. Le parti LR a des positions très claires sur le régional. Je vais prendre deux chiffres. Sous de Gaulle, les dépenses régionales, police, justice, représentaient 6% du PIB, aujourd'hui c'est 3%. Nous sommes passés d'une unité à la moitié, parce que les budgets ont été affectés ailleurs. Les institutions de la République doivent garantir la sécurité de chacun. Aujourd'hui, il faudrait même élever le chiffre à 7 ou 8%, car vous n'avez plus ce pilier fort de la famille, de l'éducation, du respect. L'Etat par son rôle doit subvenir aux insuffisances de chacun. Si revenir au régional fait dire à certains que c'est de l'extrême droite, c'est à n'y rien comprendre. Notre parti n'a pas dérivé sur l'extrême droite. C'est un parti attaché au triptyque : liberté, égalité, fraternité. Dans la pratique en France, nous en sommes encore loin.

Quelle est la force de la famille LR par rapport à d'autres partis tel que LREM ?

La différence, c'est que l'engagement des Républicains repose sur un parti politique. LREM n'est pas un parti politique. Pour moi, aucune comparaison n'est possible. Le parti LR, auparavant UMP, a cette histoire ancienne, ces valeurs fondamentales, cette ligne idéologique. Emmanuel Macron a gagné l'élection, les Français ont élu un homme. Le jour où il n'y aura plus Emmanuel Macron, je ne suis pas sûr qu'un Edouard Philippe s'entende avec un François Bayrou.

Propos recueillis par Linda Mansouri

Maison commune : coloc' solidaire ou copropriété périlleuse ?

Ecrit par le 2 février 2026



'Ensemble citoyens', la maison commune avec Emmanuel Macron en tant qu'architecte a vu le jour. Une famille réunissant LREM, le Modem, Agir, Horizons, Territoires de progrès et En commun. Le député LREM [Adrien Morenas](#) qui s'est rendu à la Mutualité revient sur cet édifice et les prochaines présidentielles.

L'Echo du mardi : avec des personnalités aussi fortes de la majorité, la maison ne risque-t-elle pas de vaciller à la première secousse sismique ?

Adrien Morenas : il est bon lorsque l'on agrandit la famille de poser les jalons qu'il ne faudra pas dépasser. 'Ensemble citoyens' réunit des personnes qui sont persuadées d'une chose : le président doit se représenter car il est le seul capable de répondre aux problématiques et aux défis de notre pays. L'orgueil personnel passe au second plan, quelle que soit la famille politique. Nous sommes des maillons, l'idéologie politique est toujours plus grande. Edouard Philippe apporte une réponse à des personnes qui souhaitaient rejoindre la majorité mais ne se retrouvaient pas forcément dans d'autres partis. Horizons marque l'aile droite, Territoires de progrès et En commun marquent l'aile gauche écologique. C'est la force de cette maison. Une idée juste, qu'elle soit de gauche ou de droite, doit être appliquée.

Le Modem et Agir auraient-t-ils raison de se méfier du nouveau parti d'Édouard Philippe qui chasse un peu sur leurs terres électorales : soutien au nucléaire, libéralisme économique,

Ecrit par le 2 février 2026

immigration contrôlée... ?

Non à mon sens. Ce n'est pas une question de méfiance. Je prends l'exemple d'Emmanuel Macron et François Bayrou qui ont marché l'un à côté de l'autre pendant cinq années. LREM et le Modem sont deux mouvements sociaux libéraux, une terminologie que j'aime mieux employer. Edouard Philippe a été le premier ministre de ce mouvement LREM et a appliqué les directives du programme d'Emmanuel Macron. A aucun moment, sauf sur réforme, il n'a dérogé à ce que demandait le président de la République. L'égo et les positions individuelles doivent être mis de côté au profit de l'intérêt commun.

N'est-ce pas un pari trop audacieux de faire coexister des piliers avec des divergences sur des thèmes aussi majeurs que la retraite ?

Pour avoir été au Havre le jour du lancement de son parti Horizons, Edouard Philippe n'a jamais évoqué de retraite à 67 ans. Il a simplement rappelé que beaucoup de pays voisins partaient à la retraite plus tard que nous, entre 64 et 67 ans. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de discuter de ce sujet avec les députés du Modem. Il fut une époque où il n'y avait pas pléthore de Bac+5, la population était divisée par deux, le taux de vie nettement inférieur à celui d'aujourd'hui. La retraite au bout de 40 annuités convenait parfaitement. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour cotiser un peu plus. Où placer le curseur ? Comment cotiser 40 ans si quelqu'un commence à travailler à 25 ans ? L'âge pivot de départ doit être évoqué, faire l'objet de négociations impliquant tous les acteurs.

Qu'est-ce qui différencie 'Ensemble citoyens' de l'UMP qui a connu des crises internes successives ?

La différence avec l'UMP, c'est que ce parti a voulu rassembler toute la droite, y compris des personnes animées par des idées d'extrêmes droites. Ce qu'avait d'ailleurs fait le parti socialiste quand Mitterrand a été élu, en rassemblant les étiquettes sous le 'Front républicain'. Encore une fois, nous ne sommes pas « ni ni » mais nous sommes de droite et de gauche. Si nous voulons faire de grandes politiques sociales, il est nécessaire d'appliquer une politique économique rigoureuse en matière de budget.

Le point de friction majeur risque d'être les désignations de candidats pour les législatives. 'Ensemble citoyens' : joyeuse coloc' ou chacun chez soi ?

Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Pour pouvoir prétendre se présenter aux législatives, il faut en premier lieu soutenir Emmanuel Macron pour la campagne qui s'annonce. Je n'ai pas vu beaucoup de personnes signer la tribune de soutien au président de la République en Vaucluse. La problématique d'Horizons n'est pas Edouard Philippe, mais plutôt les personnes qui espèrent obtenir quelque chose sans donner gage au président et le soutenir.

Le Sénat a rejeté en première lecture le budget pour 2022. Un budget qualifié « d'indéfendable et électoral » selon le sénateur Jean-Baptiste Blanc. Ce PLF est-il raisonnable et raisonnable ?

On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Nous ne pouvons pas mobiliser 100 milliards d'euros de plan de relance sans mettre la main à la poche. Nous aurions pu faire un budget équilibré,

Ecrit par le 2 février 2026

même si la tâche aurait été extrêmement compliquée. Les infirmières n'auraient pas été augmentées, France relance aurait été arrêté, les moyens affectés à la sécurité auraient été réduits. De la même manière, nous n'aurions pas investi dans notre souveraineté alimentaire, industrielle, technologique, ni dans le nucléaire et les petits réacteurs. Tout le monde veut baisser les fonctionnaires, sauf chez soi. Je rappelle que la France a le premier taux de croissance de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques, ndlr). L'investissement n'est jamais une folie dépensiére lorsqu'il permet de sécuriser l'avenir.

Que vous inspire la droite d'aujourd'hui ?

Ma circonscription est l'exemple même de ce qui se passe quand une personne de droite veut trop se rapprocher des extrêmes sur le triptyque : sécurité, immigration, identité. Je pense que même l'électorat qui vote à droite et à l'extrême droite ne se rend pas compte des conséquences sur sa vie de tous les jours. Si Éric Zemmour ferme les frontières, les agriculteurs risquent de se retrouver avec de grosses problématiques pour récolter les cerises et les fraises. Avec cette idéologie de rassembler toutes les droites, nauséabondes, racistes et xénophobes, nous sommes à mille lieues du courant dont certains se revendiquent. De Gaulle prônait une France unie et rassemblée. Je reprends ce qu'une personne avait déclaré à Éric Zemmour et qui suscite largement mon adhésion : « Vous n'êtes même pas le début du commencement du brouillon de de Gaulle ».

Éric Ciotti qui soutiendrait clairement Éric Zemmour en cas de face à face avec Emmanuel Macron au 2nd tour des présidentielles. Certaines frontières poreuses conforteront-elles l'adhésion à la majorité ?

Ce qui est certain, c'est que la droite d'aujourd'hui est mal à l'aise. La droite traditionnelle a envie d'une grande droite. De l'autre côté, Edouard Philippe ou Christian Estrosi, ancien ministre de Nicolas Sarkozy, ne se sentent pas à l'aise avec la proximité de l'extrême droite. Au milieu demeurent quelques orphelins qui ne savent plus trop où donner de la tête. La polarisation de la vie politique est assez inquiétante. Comment est-il pensable d'apporter encore son soutien à Éric Ciotti qui a clairement affirmé qu'il soutiendrait Éric Zemmour ? Je suis en contradiction avec l'ensemble du discours de ce dernier. Un mot sur le débat LR, qui a parlé d'économie ? L'éternel sujet de l'immigration a monopolisé les 128 minutes d'échanges.

Adrien Morenas, en marche pour les prochaines législatives ?

J'ai bien évidemment envie de me présenter à nouveau, mais pour ce faire, mon mouvement politique doit d'abord m'investir. En politique, à chaque jour suffit sa peine. Le député est un local qui parle au national. Nous nous enrichissons de tout ce qui se fait chez nous pour le porter à Paris. C'est en discutant que l'on se rend compte des synergies entre départements, dans le but de défendre nos idées ensemble. Faire avancer les choses dans ce temple qu'est l'Assemblée nationale et travailler ensemble pour améliorer la vie des Français au quotidien, voilà ce qui m'anime.

Propos recueillis par Linda Mansouri

Ecrit par le 2 février 2026

Julien Aubert : place au bilan pour le Vaucluse



Ce lundi 29 novembre, avenue du Mont Ventoux, le député [Julien Aubert](#) dressait son bilan de 5 ans d'engagement au service du territoire.

Bien que sa voix de stentor résonne régulièrement dans l'hémicycle (13ème sur 577 en nombre d'interventions et en commission)*, l'Echo du mardi s'attache aujourd'hui à faire la lumière sur les principales initiatives vauclusiennes qui ont jalonné le mandat de Julien Aubert. En 2017, le mandat se renouvelle pour défendre les intérêts du territoire à l'Assemblée nationale. « Je l'ai fait dans le travail, la droiture et la proximité », déclare le président d'[OLF](#) dont le soutien conforte officiellement [la candidature d'Eric Ciotti](#) à la présidentielle 2022.

Face aux micros tendus, le député de la 5e circonscription de Vaucluse est revenu sur sa proposition de loi relative au droit de propriété pour lutter contre les squatteurs et locataires indélicats, ses travaux sur l'énergie en tant que rapporteur de la commission des finances (crédits du budget alloués à la transition énergétique) ou sa proposition de loi pour raisonner le développement de l'éolien. Il est évidemment revenu sur les dossiers locaux pour défendre les services publics menacés de fermeture (TGI de

Ecrit par le 2 février 2026

Carpentras, écoles et maternités d'Apt, hôpital de Pertuis notamment) ou encore sa mobilisation durant la crise Covid-19.

« Les crises successives qui ont émaillé ce quinquennat n'ont pas épargné les Vauclusiens : qu'il s'agisse des zones de non-droit dans nos cités ([avec l'assassinat d'Éric Masson](#)) ou bien des fermetures administratives de commerces relégués à l'arbitraire catégorie de 'non-essentiels' en passant par les contraintes venues d'en haut qui pèsent sur notre agriculture », abonde le parlementaire d'un ton grave.

Télécommunications

Comme [abordé dans nos colonnes](#), le député alerte depuis longtemps des dysfonctionnements que subissent les Vauclusiens avec leur ligne téléphonique fixe ou mobile. Une consultation révélait qu'un grand nombre de vauclusiens déclarait régulièrement subir des pannes. « J'ai saisi le président d'Orange, le secrétaire d'État chargé de la Transition numérique ainsi que l'Arcep. Mon appel a été entendu : un grand plan de renforcement des infrastructures de télécommunications a été initié. »

L'arrivée du compteur Linky, qui soulevait des inquiétudes au cœur de la circonscription, s'inscrit également dans le carnet de bilan. En 2017, le député demandait à Enedis des éclaircissements, en s'appuyant sur les collectifs de citoyens puis en organisant une journée de débats sur les enjeux à l'Assemblée nationale avec tous les acteurs impliqués. « J'ai également proposé la possibilité de refuser ce compteur pour les personnes électrosensibles » précise-t-il.

Sécurité à Carpentras

Après la multiplication des violences liées au trafic de stupéfiants dans certains quartiers de Carpentras, notamment à Pous-du-Plan, Julien Aubert formule la demande au ministre de l'Intérieur de moyens supplémentaires affectés à ces quartiers sensibles pour un rétablissement rapide de l'ordre. Récemment, « face à l'inaction et aux seuls effets d'annonce du gouvernement », le député l'a saisi à nouveau pour exposer un plan d'action d'urgence : augmentation des effectifs de GSP (Groupes de sécurité de proximité), BAC (Brigade anti-criminalité) et GAJ (Groupe d'appui judiciaire) notamment.

« Nous sommes sur l'arrière pays de Marseille, si nous n'arrachons pas les trafics, ils vont grossir et faire le lien avec les villages de Bédoin, Aubignan, Sault, etc. Si installer deux policiers en faction devant la cité des amandiers 24h/24 n'est pas possible, alors nous ne sommes pas à la hauteur du danger », nous confiait le député [il y a quelques semaines](#).

Services publics

Il saisit le ministre de l'Éducation nationale sur les fermetures de classes et le non-remplacement des professeurs à Apt, avant de s'opposer à la fermeture de la ligne TER Marseille-Aix-Pertuis. « J'ai signé, dès 2017, la pétition demandant son maintien. J'ai défendu les intérêts pertuisiens, en alertant la Région et le Président de la SNCF. » Côté justice, le député s'oppose à la réforme de 2018 annonçant la fin de la justice de proximité avec la fusion des tribunaux d'instance/grande instance et donc la fermeture du TGI

Ecrit par le 2 février 2026

de Carpentras. « Bien avant la crise sanitaire, je me suis mobilisé pour lutter contre le délitement de nos hôpitaux comme celui de Pertuis ou la maternité d'Apt », conclut-il sur ces enjeux cruciaux de services publics.

Fraise, viande, lavande

Le gouvernement adopte sa proposition d'interdiction de la viande synthétique dans les services de restauration publics. « Nous devons privilégier l'approvisionnement de nos éleveurs locaux et il n'est pas question d'ouvrir la voie à ces 'viandes de paillasse' dont nous connaissons rien des effets sur la santé », alerte Julien Aubert.

« J'ai fait pression sur le gouvernement à propos de la production de fraises qui se trouve en position très défavorable [par rapport à la fraise espagnole](#) vendue dans notre pays à un prix bien plus faible grâce à des conditions et des coûts de productions plus favorables. Cette dernière est vendue aujourd'hui à 1,60€ le kg contre 8€ en moyenne pour les fraises vauclusiennes. »

Sujet phare qui tient l'enfant de Sault à cœur : la filière lavandicole. Le député a ainsi saisi la Commission européenne et le gouvernement sur les alertes et inquiétudes remontées par les exploitants producteurs de lavande et de lavandin autour de la prochaine réglementation européenne encadrant les composants des huiles essentielles et pouvant conduire à la [disparition de la filière](#) et d'un pan de la culture locale. Julien Aubert s'est rendu à Bruxelles avec le député européen François-Xavier Bellamy pour trouver une solution avec le Commissaire en charge du dossier.

Une proposition de résolution européenne (PPRE) a été déposée fin octobre à l'Assemblée, cosignée par 30 parlementaires. Elle vise à différencier l'huile essentielle de lavande, produit agricole, des essences chimiques. « Le combat continue et je veux profiter de la présidence française de l'Union Européenne pour faire bouger les lignes. »

Entreprises et emploi

Plusieurs entreprises ont fait l'objet d'une attention particulière de la part du député attaché à la naturalité. Prenons l'exemple d'Algovital, entreprise spécialiste des cosmétiques, implantée à Mormoiron et menacée de délocalisation. « Grâce à notre énergie, les partenariats noués et les aides mobilisées nous avons pu pérenniser activité et emplois à Saint-Pierre-de-Vassols. » Au chapitre emploi, les 'mardis de l'emploi' lancés avec Gérard Battistini, retraité et parrain de la mission locale d'Apt, aident les jeunes en difficulté dans leur recherche d'emploi. La permanence est ouverte deux mardis par mois afin d'aider les demandeurs d'emploi qui souhaitent bénéficier d'un accompagnement personnalisé et de réseaux.

National : 6 votes clés

Six votes à l'Assemblée nationale illustrent la ligne politique du parlementaire. Ce dernier s'est exprimé en faveur de la proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles, celle relative à la protection des langues régionales et enfin celle visant à agir contre les violences au

Ecrit par le 2 février 2026

sein de la famille. Parmi les votes contre : le projet de loi Santé « qui entérine la disparition des maternités et services de chirurgie en milieu rural », le texte « laxiste » sur le séparatisme, « car ce qu'il fait de mal, il le fait bien (réglementer l'instruction en famille), ce qu'il fait de bien, il le fait mal (la lutte contre l'islamisme) » et enfin l'accord économique entre l'UE et le Canada (CETA), « qui va à l'encontre de notre souveraineté. » Un mot cher à l'élu vauclusien.

L'enjeu de la dépendance vient conclure ces lignes. Suivi par treize autres députés, Julien Aubert a proposé le 'Quotient solidarité aînés' afin de faire bénéficier d'une part fiscale supplémentaire tout contribuable qui accueille sous son toit un ascendant en perte d'autonomie. « J'ai souhaité simplifier et élargir cette aide qui existe pour l'accueil d'une personne invalide à 80% : la dépendance commence bien avant 80% d'invalidité. »

*Source : Nosdeputes.fr

Julien Aubert : « Le Vaucluse doit miser sur la cosmétique et la pharmaceutique »



Ecrit par le 2 février 2026

C'est entre deux amendements du Projet de loi de finances que le député Julien Aubert nous accueillait dans sa permanence à Carpentras. Peinture de champs de lavande et pin's OLF épinglé sur le costume. L'enfant de Sault nous livre sa vision du Vaucluse.

Quel est le point commun entre Emmanuel Macron et Julien Aubert ? Surement pas la vision politique nous direz-vous, et pourtant. Les deux se sont retrouvés sur les mêmes bancs de l'ENA, promotion Léopold Sédar Senghor. Une similarité de parcours qui ne privera pas le député d'une âpre contestation à l'annonce du remplacement de l'institution. « Emmanuel Macron veut montrer que l'on peut supprimer un problème en supprimant le nom d'une structure », résumera le député dans les colonnes du Figaro.

Bien que le cadre LR, érigé en figure de proue de l'atome, soit né à Marseille en 1978, son héritage familial l'attire inéluctablement en Vaucluse. Le père originaire de Carpentras était pharmacien de profession. Le grand-père, Félix Aubert, fût résistant dans le Maquis Ventoux. Ce legs provençal nourrira sa croisade lancée en 2013 au service de la filière lavandicole menacée par la réglementation européenne. A Bruxelles, « la Commission était très surprise de la mobilisation provençale sur le sujet », soulignera Julien Aubert à l'issue de sa dernière visite.

Loin des bancs de l'Assemblée nationale, du crépitements des flashes et des interventions sur les plateaux TV, l'homme est ici dans son havre de paix et de tranquillité. Peut-être un peu trop ? L'ancien secrétaire adjoint LR est brillant technicien et érudit notable. Le savoir, l'un des rares priviléges capables de friser l'irritation franche en même temps qu'il suscite l'admiration la plus sincère.

Un master à l'université Johns-Hopkins de Washington, une science politique inculquée très tôt au côté d'Henri Guaino, son professeur à Sciences Po Paris, et une expertise pointue des dossiers sous le coude. Premier job ? Magistrat à la Cour des comptes. Le fervent défenseur du gaullisme témoigne également d'une certaine habileté pour s'adapter à toutes circonstances. Caméléon ou parfait « animal politique » dirait Aristote. « Je suis curieux des gens et des rencontres. Je n'aime pas refuser car j'ai toujours peur de rater une expérience », nous confie le parlementaire.

Ecrit par le 2 février 2026



Le député en binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy. Crédit photo: Julien Aubert

Refaisons l'histoire

L'agriculture, tout un pan historique de l'économie vauclusienne. Pourquoi notre département est devenu le [5e plus pauvre de France](#) ? « Tout est lié à son moteur qui s'est grippé » résume l'ancien conseiller régional. « L'agriculture qui a connu son apogée au moment de l'irrigation a ensuite été victime d'une concurrence intra et extracommunautaire sur les produits. Une concurrence plus compétitive car moins chère, notamment au niveau des charges. » Résultat ? « Des populations « immigrées, parfois pas, laissées sur le carreau sans pour autant qu'il y ait une reconversion dans les services ou l'industrie. » La course à la qualité et la compétitivité dans le vin a entraîné selon le député la disparition de certaines exploitations moins rentables et laissé des terres en jachère. De l'aveu du président d'Oser la France, « le Vaucluse ne s'est guère industrialisé par rapport à d'autres départements au XIX^e siècle. »

Ecrit par le 2 février 2026

En cause également, la modification des comportements : « ma grand-mère, il lui aurait semblait baroque de manger des tomates en hiver. C'était une génération très saine vis-à-vis de la consommation. L'argent n'allait pas vers la consommation de choses frivoles. » Nous voilà dans les années 80, changement générationnel, arrivée du 'low cost' et consommation de produits en provenance de l'autre bout du monde. « Les gens découvrent le monde, les voyages à l'étranger. Beaucoup de seniors à la retraite partent s'installer dans des coins plus chauds comme en Californie », rappelle le député. Sans compter la position de carrefour du commerce qu'occupait jadis Carpentras et qui perd alors de sa superbe.

Miser sur la naturalité

Le Vaucluse témoigne toutefois de nombreux potentiels. « Je pense que le département peut rebondir grâce à la filière de la naturalité, du bien-être, de la santé, de l'environnement. Nous sommes un territoire avec une carte de visite magnifique, je pense notamment aux huiles essentielles qui reflètent un art de vivre, souligne-t-il. Nous pouvons planter des entreprises de cosmétique, de parfumerie ou de gastronomie. Il faudrait structurer notre agriculture mais aussi notre tourisme par rapport à cette naturalité recherchée. »

« Par ailleurs, de nouveaux métiers numériques s'implantent, un peu indépendamment de la concentration urbaine. Le numérique doit permettre d'être relié au centre des décisions. Je suis persuadé qu'avec un coup de pouce de l'Etat, demain, de jeunes start-up pourraient s'implanter dans les villages et les faire revivre car nous avons un problème démographique », poursuit le député LR.

Ecrit par le 2 février 2026



Echange en permanence de Carpentras

Des incubateurs spécialisés dans les industries de demain

Il s'interroge : « il faut se demander quelle carte doit jouer le Vaucluse ? Quand vous voyez le débat sur les huiles essentielles, le safran et toutes ces cultures de niche réintroduites... Le Vaucluse doit migrer vers des secteurs à forte valeur ajoutée tout en conservant son bastion. A-t-on besoin d'industrialiser et comment le faire intelligemment ? Aujourd'hui, ne vaut-il pas mieux accueillir les industries de demain, la nanotechnologie, la biotechnologie, pour répondre à une politique d'attractivité ? Je crois qu'il faut faire des incubateurs spécialisés dans ces industries de demain en misant sur l'avenir. »

Halte au péage !

Au chapitre tourisme, le département « a plutôt intérêt à privilégier un tourisme haut de gamme et moyen de gamme. Il faut encourager la consommation dans les hôtels, les restaurants ». Plutôt que

Ecrit par le 2 février 2026

d'autoriser tous les évènements, le député privilégierait les événements qui s'inscrivent dans cette politique d'attractivité du territoire. « Je préfère la notion de parc américain, dans lequel vous vous acquitez d'une taxe au péage destinée à entretenir le site, sans pour autant entreprendre de grosses installations, très coûteuses et bétonnées. Tout en assurant à la population locale l'accès gratuit à leur espace, pour s'adonner à des activités diverses : randonnée, vélo, balade familiale... », suggère-t-il.

Le Parc naturel régional du Mont Ventoux appelait à certaines réserves de la part du député lors de sa création. « Je pense que nous avons déjà suffisamment de strates, de couches administratives. Un bon projet est un projet dans lequel l'administration est la plus simple et claire possible, pas juste un siège avec des élus, beaucoup de réunions et beaucoup de papiers », tranche-t-il.



Pose de la première pierre du nouveau quartier cœur de ville de Sarrians

Ecrit par le 2 février 2026

Faire du Vaucluse la « plaque tournante » de Provence

Un Vaucluse atomisé, une formule qui revient régulièrement dans le débat : « c'est un département assez composite, le sud tire vers les Bouches-du-Rhône, une partie regarde vers les Alpes, une partie vers la Drôme. On manque de ciment dans ce département dont la capitale est assez décentrée. » Solution ? « Développer l'offre de transport et permettre une meilleure mobilité d'Ouest en Est. Il faut faire du Vaucluse, qui reste la porte d'entrée de Paca, la plaque tournante de Provence », propose Julien Aubert.

« Une grande partie des flux passe par le Vaucluse et pourtant ce n'est pas fluide. On devrait inciter à rouvrir un trafic passager de manière plus grande sur l'axe Avignon, Cavaillon, Cheval Blanc et Pertuis. La ligne Pertuis/Aix est aujourd'hui fermée. Il y a des bouchons de plus en plus massifs et nous n'en tirons pas les conséquences en matière de stratégie ferroviaire, déplore l'élu. Je pense également qu'il faut travailler sur [la LEO](#), Avignon est congestionnée, prisonnière d'elle-même ».

« Rappelons-nous au début du siècle, le projet terminus du chemin de fer à Sault, nous l'avons fait jusqu'à Carpentras. L'implantation des sociétés industrielles va de pair avec l'aménagement du territoire. Sur la place du rail, nous nous sommes trompés en privilégiant le coût, reconnaît le député. Une ligne peut être en déficit, mais apporter un gain global en matière de qualité de vie. La réflexion mérite d'être posée sur la structuration de l'espace. »

« On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. »

Et de philosopher : « on a perdu la capacité à imaginer. On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. Quand les parisiens ont créé la Tour Eiffel, c'était un choc, une transgression ». Julien Aubert pointe les progrès à faire sur la manière d'innerver le territoire : « en Vaucluse, il manque un trajet touristique qui traverse les Alpes et arrive vers Milan. Il manque un grand projet ferroviaire ».

Zone franche rurale et énergie solaire

Irriguer le plus haut et le plus loin possible : « Il faudrait que l'irrigation aille jusqu'à Sault ». En matière d'énergie, le soleil très présent dans le sud du Vaucluse doit jouer son rôle. « Il faudrait essayer de réorienter temporairement les agriculteurs vers du solaire, de manière à ce que l'année ou la culture diminue de 70%, l'agriculteur conserve un revenu fixe qui provienne de l'énergie solaire », précise le parlementaire.

Comment attirer les jeunes ? « Je préfère le terme 'smart village', plutôt que 'smart city'. Il faut essayer d'enrayer le déclin démographique en sollicitant l'aide de l'Etat pour créer par exemple des zones franches rurales sur des zones particulièrement en déficit. Pas d'impôt pendant 10 ans pour une start-up

Ecrit par le 2 février 2026

qui s'installe sur le plateau de Sault par exemple. »



Chaque année à l'Assemblée nationale, le député organise le Salon des Saveurs du Ventoux et du Luberon.

Artificialisation des terres

L'éternel débat de l'artificialisation des terres ? « Nous avons raison de le mener, nous sommes pris dans des exigences inverses. Soit, nous décidons de densifier les villes et découleront des problèmes de criminalité, de santé publique, la hausse du prix du foncier. Soit, nous aménageons le territoire et nous

Ecrit par le 2 février 2026

en tirs les conséquences en matière de transit. En Vaucluse, la terre est rare, l'urbanisme de plus en plus serré, forcement cela contribue à l'augmentation des prix. Cela supposerait une réflexion nationale, il devrait exister une disposition dérogatoire pour lisser les prix », regrette le député LR.

Sur le sujet du zéro artificialisation des terres et notamment de la [perméabilisation des sols](#), le député a notamment proposé à l'Assemblée nationale que les ensembles commerciaux présentent à la commission départementale d'aménagement commerciale compétente un programme de végétalisation et de rétablissement de la perméabilité d'au moins 50% de la surface de leurs aires de stationnement, mis en œuvre dans les 10 ans à venir. D'abord peu enclins à le voter, les membres de la majorité ont finalement adopté une mesure de l'ordre de 100% en 2025.



Le député en compagnie des géomètres-experts de Vaucluse (échanges sur la loi ELAN et loi résilience climatique qui a créé un objectif de « zéro artificialisation nette »)

Ecrit par le 2 février 2026

Insécurité à Carpentras

Autre préoccupation majeure pour les riverains, la sécurité : « Je suis allé voir le commissaire et les riverains qui vivent en lisière m'ont fait part de ce qu'ils vivent au quotidien. En plus des tirs d'arme, certains sont harcelés, ils ne peuvent pas accéder à leur maison ou bien sont gênés par des explosions récurrentes de feux d'artifice. » Le député a récemment interpellé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin pour demander des effectifs de police supplémentaires ainsi que de nouveaux équipements tels que des portables professionnels et des jumelles longue portée.

« Nous sommes sur l'arrière pays de Marseille, si nous n'arrachons pas les trafics, ils vont grossir et faire le lien avec les villages de Bédoin, Aubignan, Sault, etc. Si installer deux policiers en faction devant la cité des amandiers 24h/24 n'est pas possible, alors nous ne sommes pas à la hauteur du danger. Il faudrait s'interroger sur la question de police de proximité et de l'approche terrain », suggère Julien Aubert.

SOS lavande en danger

« La commission a été un peu surprise de toute cette agitation. Ceci dit, parfois il vaut mieux crier fortement avant d'avoir mal, ça permet de conjurer le sort », ainsi se décline le mantra du parlementaire au sujet des nouvelles règlementations européennes. Une mobilisation qui de l'avis du député est « à la hauteur de ce que représente la lavande. C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Julien Aubert s'est ainsi rendu à Bruxelles pour défendre l'huile essentielle et toute la filière. En binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy, il a rencontré les conseillers techniques de la Représentation française puis la directrice adjointe du cabinet du commissaire européen chargé de l'Environnement. Il a également mis en relation le cabinet du Commissaire avec l'Association des producteurs d'huiles essentielles de lavande et l'Union des professionnels des plantes à parfum, aromatiques et médicinales pour qu'ils soient consultés sur les futures normes.

Ecrit par le 2 février 2026



Permanence en mairie d'Apt

Le gaullisme, ce talisman magique...

Rares sont les partis politiques qui ne se drapent pas dans l'idéologie gaullienne, à grand renfort de références historiques. Un héritage tellement galvaudé qu'il en perd tout son sens. « Chacun prend du gaullisme ce qui l'intéresse. Si l'on juge que le gaullisme est la défense intransigeante des intérêts de la France, je ne suis pas sûr qu'Emmanuel Macron, qui a bradé Alstom et s'est couché devant les intérêts bruxellois au sujet de la taxonomie du nucléaire soit le meilleur représentant du gaullisme, tranche Julien Aubert. Nicolas Dupont-Aignan en est déjà plus proche, mais il le confond avec une forme de populisme. La différence est que l'on ne peut pas aller à l'encontre du peuple souverain, ni profiter de sa colère. »

Jean-Luc Mélenchon ? « Il résonne entre dominant et dominé, avec une révolte permanente du peuple d'en bas contre les élus d'en haut. Il en arrive à nier le concept même de nation. Marine Le Pen propose une vision très défensive. Dans le gaullisme, il y a cette défense des intérêts mais également une capacité

Ecrit par le 2 février 2026

visionnaire, cette volonté de miser sur l'avenir et le progrès. »

'Madame Le ministre', provocation ou déni de droit ?

« Ni l'un ni l'autre. Je n'ai rien provoqué du tout, rétorque le député. Un sujet extrêmement futile et devenu le point de fixation de tous. Alors qu'on interroge sur le financement du parc nucléaire et que la ministre Barbara Pompili n'a aucun argument pour répondre, elle part dans une théorie de bac à sable. La première fois que cela m'est arrivé, c'était en 2014. J'expliquais à madame Royale que porter à 50% le pourcentage du nucléaire dans le mix énergétique allait faire dérailler l'indépendance énergétique de la France. J'ai eu droit exactement au même type de réponse. En Français, le neutre est un masculin. 'Un' bébé ne désigne pas automatiquement un garçon. Si vous acceptez ce principe de politisation de langage, vous acceptez que l'écriture elle-même est machiste, car le masculin domine le féminin. »

« C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Histoire de prénom : Zemmour/Aubert, même combat ?

Dans un livret de 18 propositions sur l'islam publié en 2018, Julien Aubert proposait que les candidats à la nationalité française ajoutent à leur identité un prénom adapté à la culture nationale. « Ce n'est pas du tout la même proposition qu'Eric Zemmour, nous répond le député. Il propose qu'à la naissance, vous ne puissiez choisir le prénom de votre enfant que dans une liste de prénoms existants, propres à la culture nationale. Je propose que pour ceux qui font le choix d'acquérir la nationalité française, leur soit adjoint un deuxième ou un troisième prénom tiré de cette liste de prénoms, qui leur soit possible d'utiliser ou pas. On ne vous enlève rien, on vous rajoute quelque chose qui manifeste votre entrée dans la patrie. D'un côté, vous avez une obligation, de l'autre une faculté. D'un côté, une volonté de coercition, de l'autre une volonté d'aide à l'intégration. »

Julien Aubert, des ambitions nationales ? Ministérielles ? « Je connais peu de gens qui refuseraient d'occuper la fonction de ministre. J'accepterais si on me le proposait un jour, à condition que la personne qui me nomme soit complètement en accord avec mes valeurs. »

Ecrit par le 2 février 2026

Le député Julien Aubert s'inquiète de la qualité des réseaux de télécommunications en Vaucluse



Alerté par de nombreux témoignages d'habitants de sa circonscription [Julien Aubert](#), député de la 5e circonscription de Vaucluse, a lancé au début du mois de mars 2021 une consultation en ligne* concernant l'état et la qualité des réseaux de télécommunications notamment de téléphonie fixe en Vaucluse.

La consultation menée auprès de 500 vauclusiens fait apparaître qu'un grand nombre d'entre eux déclare subir 'souvent' voir 'très régulièrement' des dysfonctionnements avec leur ligne téléphonique fixe ou mobile. Cela concerne principalement des coupures et de problèmes de liaison. De manière générale, les habitants interrogés semblent donc juger insatisfaisante la qualité du service de téléphonie fixe qu'ils

Ecrit par le 2 février 2026

reçoivent.

Rappeler l'accès indispensable à un réseau téléphonique stable

« Cette consultation a confirmé les témoignages que j'ai reçus depuis plusieurs mois, voire années, explique Julien Aubert le député LR (Les Républicains). Il est étonnant de devoir rappeler que l'accès à un réseau téléphonique stable et de qualité est indispensable aux familles, collectivités et chefs d'entreprises du département. Les vauclusiens doivent pouvoir recevoir un service qui profite à l'économie du département et au confort de ses habitants. »

Interpellation du Secrétaire d'État et de l'Arcep

Fort de ce constat le député vauclusien a donc interpellé [Cédric O](#), Secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques.

« Si depuis plusieurs années la région Sud et le département de Vaucluse, dont c'est la responsabilité, ont pris à bras-le-corps les retards liés au réseau internet avec le déploiement de la fibre par Vaucluse Numérique dans le cadre du plan Très Haut Débit, force est de constater que l'Etat et les opérateurs, en charge du réseau téléphonique n'ont pas apporté de réponses concrètes à ce sujet comme en témoignent les résultats de cette consultation », écrit le parlementaire qui a également fait part de ses conclusions à [l'Arcep \(Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse\)](#).

Dysfonctionnements réguliers

« Ceux-ci montrent par exemple que la moitié des particuliers interrogés déclare subir régulièrement des dysfonctionnements sur leur ligne téléphonique fixe et la même proportion concernant leur ligne téléphonique mobile parmi lesquels on compte principalement des coupures et de problèmes de liaison. Il faut également ajouter que près de la moitié des vauclusiens interrogés jugent insatisfaisante la qualité du service de téléphonie mobile qu'ils reçoivent. Ce chiffre s'établit autour de 33% s'agissant du service de téléphonie fixe soit un tiers d'insatisfaits. »

Julien Aubert demande donc au Secrétaire d'Etat de lui « indiquer si des dispositions ainsi qu'un investissement massif en Vaucluse sont envisagés en lien avec les opérateurs de téléphonie pour y remédier ? »

**Sondage réalisé auprès de 500 habitants de Vaucluse entre le 1er et le 24 mars 2021 dont le détail est disponible sur : <https://form.dragnsurvey.com/survey/r/a2d8fddc>*

Ecrit par le 2 février 2026

Rencontre avec Souad Zitouni, députée LRM de la 1ère circonscription de Vaucluse



Souad Zitouni, élue suppléante de Jean-François Césarini, exerce son mandat de Députée LRM (La République en marche) de la 1^{re} circonscription de Vaucluse depuis le 30 mars 2020. Par un jour blafard de la fin de ce mois de décembre 2020, elle arrive à la rédaction, se pose, boit un thé et parle longuement sans fard. Portrait sans retouches.

Mais qui est Souad Zitouni née le 23 avril 1974 à Boukadir en Algérie ? Côté vie privée madame la députée est avocate à Avignon, spécialisée en droit de la famille, mariée à un libanais médecin généraliste à Monteux et mère de trois fils. De la petite algérienne pauvre à la députée retour sur son parcours, ses embûches et ses ambitions.

Légitime

«Aujourd’hui, je travaille avec une belle équipe et siège à l’Assemblée nationale. J’ai déposé des amendements que j’ai moi-même rédigés, je saisis les cabinets lorsque les administrés le demandent,

Ecrit par le 2 février 2026

particulièrement sur l'injustice. Je frappe aux portes et crée mon propre réseau. Je veux travailler sur la reconstruction économique, sociale et politique car tout est imbriqué et la période que nous vivons est extrêmement difficile.»

Travailler sur le temps long

«Je ne veux pas être une étoile filante. La résilience et la patience caractérisent ma vie. Je gravis la montagne marche après marche. Je solidifie les rencontres que je fais, les actions que l'on mène car nous ne sommes pas dans le 'one shot'. Je ne communique pas sur tout ce que je fais. Les gens qui me demandent d'intervenir pour eux le savent. En revanche, je mets en lumière ce que font les autres, comme les associations : la Banque alimentaire, les Restos du cœur, le Samu social qui travaillent beaucoup dans l'ombre.»

Femme politique et soeuréité ?

«Est-ce difficile d'exister à l'Assemblée nationale lorsque l'on est une femme ? Oui mais ici aussi. Etre femme nécessite d'être solidaires entre nous. Pourquoi ne le sommes-nous pas ? Par manque de confiance en nous-mêmes et en l'autre ? Peut-être aussi parce que jusqu'à présent nous ne nous l'étions pas proposé...»

Les femmes qui m'inspirent ?

Les femmes qui m'inspirent ? Elles sont intelligentes, pugnaces, bonnes oratrices. Elles se nomment : Simone Veil (Membre du Conseil constitutionnel français de mars 1998 à mars 2007, Ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville de mars 1993 à mai 1995, Présidente du Parlement européen de juillet 1979 à janvier 1992, Députée européenne de juillet 1979 à mars 1993 et ministre de la santé de mai 1974 à juillet 1979) ; Rachida Dati (Maire du 7^e arrondissement de Paris depuis le 29 mars 2008, Députée européenne de juillet 2009 à juillet 2019 ; Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de mai 2007 à juin 2009 ; Christiane Taubira (Garde des Sceaux, Ministre de la Justice de mai 2012 à janvier 2016). Elles sont mes modèles et je bâti mes actions sur leurs fondations.

Le temps d'avant ?

«Je suis née en Algérie, ainée de six enfants, trois nés en Algérie et trois autres en France. J'étais entourée de femmes avec ma grand-mère qui, parce qu'elle était veuve, a élevé seule ses quatre filles. Nous étions une famille plus que modeste c'est la raison pour laquelle papa est parti exercer le métier de maçon en France. Lorsque j'avais 4 ans nous avons quitté l'Algérie pour la France gagnant les quartiers nord de Marseille. A ce moment-là mon père nous a demandé de cesser de parler arabe à la maison pour ne parler que français.»

Mon histoire

«Très jeune, j'accompagnais ma grand-mère dans les écoles et dans les usines où elle faisait le ménage, puis ma mère avait en charge des tours de bureaux à Marseille. A mon tour, étudiante et boursière je prenais le même chemin. Lorsque vous avez la peau mate, les cheveux noirs jais, que vous êtes maghrébine, sans surprise, vous faites le ménage. Avec mon nom et l'adresse de mon quartier je ne pouvais pas prétendre à travailler dans une banque pendant les vacances scolaires. Alors vous êtes confrontée aux regards des autres qui vous ignorent, ostensiblement, c'était très clairement une situation

Ecrit par le 2 février 2026

récurrente et humiliante. Et puis, un jour, j'ai dit que je faisais des études, alors leur regard a commencé à changer.»

Les études pour se faire sa place

«Mais oui, toute ma famille a été exposée à ce racisme, cette violence ordinaire. Nous habitions un petit appartement. Je ne disposais pas de chambre et je dormais dans la salle à manger. J'attendais que tout le monde soit couché pour travailler. Et lorsque la maison était pleine, je m'enfermais dans un petit cagibi avec une lampe pour pouvoir étudier. Par la suite, je disposais d'une chambre en cité U obtenue de justesse. C'est cette chambre d'étudiante qui m'a réellement permis de poursuivre et de mener à bien mes études tout en enchaînant les petits boulots à côté pour vivre.»

Courageuse et surtout résiliente...

«La vie est faite d'obstacles et d'embûches. Je suis courageuse mais la vie m'a appris à surtout être résiliente. Il faut se battre pour ce que l'on veut. Ce sont les études qui font des femmes des êtres libres. Petite, ma mère et ma grand-mère me suppliaient d'apprendre à tenir la maison, à m'astreindre aux tâches ménagères. Même si je m'y suis pliée, je leur disais que la vie d'une femme ne pouvait se résumer à cela. J'insistais en disant : 'je prendrai des personnes qui m'aideront mais je ferai des études'. Notre grande chance ? Que les études soient gratuites en France ! J'ai aussi été animatrice en centre de vacances, en centre social, surveillante au sein de collèges difficiles parce que je voulais montrer aux enfants et aux jeunes-filles qu'elles pouvaient s'en sortir et surtout s'élever !»

Pourquoi avoir voulu être avocate ?

«Au début ce n'était pas un choix. Je voulais être grand-reporter et voyager de par le monde en opposition à l'enfermement dans un même quartier, à ma petite chambre d'étudiante, je voulais m'évader. Puis j'ai suivi un groupe d'amis que j'avais depuis le collège et le lycée, entrant en fac de droit avec pour spécialité le droit de la famille qui évoque l'enfance, la jeunesse, l'accompagnement des parents... Je ne veux pas juger les gens... Je veux les aider. Sur mes 10 amis, j'ai été la seule à continuer mes études, chacun prenant une voie différente. J'étais boursière et je n'avais pas droit au redoublement, alors ma vie se résumait à étudier et à travailler. Et puis, en avançant dans la vie - j'avais 23 ans - je constatais de plus en plus d'injustice. J'étais stagiaire dans un cabinet d'avocats, j'ai demandé à mon mentor de quelle manière je pouvais intervenir auprès de personnes qui avaient besoin d'aide. Il m'a aiguillé.»

La réalité ?

«Concrètement mes premières interventions ? Une adolescente de 14 ans attend sur le quai de la gare routière pour partir, avec son école, visiter le camp de concentration de Varsovie. On a juste omis de lui dire de prendre son passeport. Alors le bus part, la laissant seule, il est 21h30. Le collège ne s'inquiète pas de son retour chez elle. Elle sera violentée sur le quai de la gare et détroussée de sa valise et de son sac. Elle reste là, seule et hébétée dans la nuit qui tombe. Elle s'est fait dépouiller et personne ne s'en émeut ! J'ai obtenu que le collège prenne ses responsabilités et qu'elle soit dédommagée. Une autre fois une jeune-femme se fait voler son sac. Son père -qui ne parle pas bien français- essaye d'expliquer au fonctionnaire de police ce qui s'est passé. Le fonctionnaire ne l'écoute pas et lui manque de respect. La jeune-fille intervient tout doucement pour dire au policier d'écouter son père et au moins de le respecter.

Ecrit par le 2 février 2026

Le fonctionnaire s'y résout.»

Le racisme ?

«Jeunes avec mon frère nous faisions du sport et avions des amis moins bruns et moins typés que nous, mais lorsqu'il s'agissait d'entrer en boîte de nuit ou ailleurs nous n'arrivions pas à franchir la porte. Tout cela laisse des traces. Tout ce racisme, ces frustrations entraînent encore plus de frustrations de la part de ceux qui les vivent. La colère monte et c'est cela qui entraîne le séparatisme. Ceux qu'on n'accepte pas se retranchent dans une communauté qui, elle, va les accepter. Ils y vont parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Notre famille n'a pas suivi cette voie parce que ça n'était pas notre façon de penser. Moi, ce qui m'a sauvée ce sont les études. C'est ce qui me permet d'être respectée.»

2021

«2021 ? Ce sera l'année de la reconstruction. Je veux être aux côtés de ceux qui ont souffert. Auprès des professionnels de la sphère médico-sociale, j'œuvre pour la revalorisation et l'égalité salariale, la culture, les restaurateurs... Je ne comprends pas qu'ils n'aient pas pu rouvrir alors qu'ils sont très respectueux du protocole sanitaire. Le moral des français nécessite ces réouvertures pour partager des moments de convivialité, d'échanges.

Intervention de Souad Zitouni sur la radio 10-12 de Fly Fm

https://www.flyfm.fr/podcast/le-10-12-de-flyfm-itw-mme-souad-zitouni/?fbclid=IwAR3cUScl7RU3_gHiJtHahhOgf36ylhvnmlT_4u91c3f-MAYLK_R1xSGmIlM

La députée Brune Poirson installe sa permanence à Carpentras

Ecrit par le 2 février 2026



Après avoir été durant 3 ans secrétaire d'État en charge de la Transition écologique, Brune Poirson a retrouvé son siège de députée de la troisième circonscription de Vaucluse, à la place de son suppléant Adrien Morenas. La députée Vauclusienne a choisi d'installer sa permanence dans le **centre-ville de Carpentras au 62, rue de l'Observance**.

Pour la contacter : brune.poirson@assemblee-nationale.fr / 04 90 60 52 46 / [fiche de l'assemblée nationale](#)

Le député franc-tireur tire sa révérence

Ecrit par le 2 février 2026



Jean-François Cesarini, député LREM (La République en marche) de la première circonscription de Vaucluse, vient de décéder à l'âge de 49 ans. L'annonce vient d'être faite ce soir via Twitter par Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale : « Il luttait depuis de longs mois contre la maladie toujours en exerçant son mandat et en défendant ses idées. À sa famille, à ses proches et à son équipe j'adresse mes condoléances émues. »

Atteint d'une tumeur cancéreuse de stade 4 - le plus élevé - diagnostiquée au moment même de son élection aux législatives, Jean-François Cesarini avait alors appris sa victoire depuis son lit d'hôpital en juin 2017.

Depuis, son franc-parler et son positionnement sur l'aile gauche de son parti lui avait valu une réputation de 'frondeur' au sein de sa formation politique qui ne lui avait notamment pas donné l'investiture à l'occasion des dernières élections municipales à Avignon. Une situation qu'il avait très mal vécu sans s'en cacher auprès des médias d'ailleurs.

Une liberté de parole qui détonnait dans les rangs de l'Assemblée pour cet ancien strauss-kahnien, encarté du PS pendant 20 ans, qui a participé en janvier dernier au lancement d'un club de réflexion social écologiste baptisé 'Politiques de la terre' avec l'avocat Jean-Pierre Mignard, très proche de François Hollande.

Jean-François Cesarini s'était aussi particulièrement investi lors de la création de la French tech culture d'Avignon labellisée en juillet 2015. Il s'est aussi mobilisé dans le dossier de la LEO (Liaison Est-Ouest)

Ecrit par le 2 février 2026

ainsi que dans le projet de Grande Provence visant à faire émerger un nouveau territoire entre Arles, Nîmes et Avignon.

Touche-à-tout, entre le parlement et ses séances de chimiothérapie ce franc-tireur s'est aussi essayé à la chanson avec la chanteuse Coralie Pressard, au théâtre, où il s'est produit lors du Festival Off d'Avignon en 2018 en interprétant un professeur de 1914 qui donne une conférence sur les mérites du siècle à venir, ainsi que lors du Off 2019 avec une lecture d'extrait de 'L'Etranger' d'Albert Camus, ainsi qu'au rap en faisant une apparition dans le clip vidéo de l'artiste avignonnais N-Jay (ndlr : Najim Barika).

Ultime pied de nez à la maladie, ce titulaire d'un doctorat de philosophie voulait aussi participer à la mission et expérimentation lancée par l'Assemblée nationale sur le cannabis thérapeutique, à la fois en tant que député et malade. « Le cancer n'est pas forcément synonyme de mort ou chômage. Je veux changer le visage de la maladie », disait-il alors en début d'année à nos confrères de l'Opinion.